ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

offices départementaux

Question écrite n° 7530

Texte de la question

M. Damien Alary attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur le plan de restructuration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, présenté par sa direction. Les organisations syndicales de l'ONAC s'inquiètent des conséquences que pourrait avoir ce plan sur le seul établissement public en charge des Français blessés ou morts pour la défense des valeurs de la République française. Cet établissement est l'interlocuteur privilégié de plus de 4 millions de ressortissants et de leurs veuves, de toutes les guerres et missions extérieures, grâce à ses services départementaux. Or, ce plan de restructuration prévoit la suppression de 40 % des personnels administratifs départementaux de catégorie C en cinq ans, soit la suppression de 277 postes. Les services départementaux ne seront plus alors en mesure de remplir leur mission, justifiant ainsi le démantèlement de l'ONAC. Les syndicats comprennent les nécessités d'un réaménagement, mais ils réclament un examen de chaque service au cas par cas. De plus, ce plan programme la fermeture de deux maisons de retraite, entraînant encore des suppressions de postes et posant le problème de la résidence des pensionnaires. En conséquence, il lui demande ses intentions quant à l'avenir de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Texte de la réponse

Le contrat d'objectifs et de moyens adopté par l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) procède du constat avéré de ses difficultés, de la volonté forte du Gouvernement d'assurer sa pérennité et d'une démarche de modernisation progressive. Ce contrat a été approuvé par le monde combattant. Il convient, en effet, d'indiquer que les corps d'inspection les plus qualifiés, la Cour des comptes d'une part, l'inspection générale des finances et le contrôle général des armées d'autre part, ont récemment été amenés à étudier la situation de l'ONAC. Leurs constatations coïncident : les moyens en personnel des services départementaux de l'ONAC sont prioritairement orientés vers les missions de reconnaissance (délivrance de titres) et de réparation (prestations diverses) qui sont en déclin du fait de la démographie du monde combattant, tandis que les missions désormais prioritaires, qui concernent la mémoire (recueil de la mémoire orale...) et la solidarité (services de proximité), sont insuffisamment assumées. La volonté du Gouvernement étant d'assurer la modernisation et la pérennité de l'ONAC, et de mettre un terme aux incertitudes qui pesaient sur l'avenir de cet établissement public, un contrat d'objectifs et de moyens a été élaboré. Sa finalité est d'apporter à l'ONAC l'assurance des ressources que lui consacrera l'Etat sur la période de cinq ans (2003-2007), pendant laquelle s'organisera la redistribution de ses missions. La démarche visant à renforcer les moyens correspondant aux missions prioritaires de l'ONAC est désormais engagée. Afin de développer les actions de mémoire, 100 agents de catégorie A seront recrutés au titre du contrat d'objectifs. De plus, dans le domaine de la solidarité, les effectifs d'assistantes sociales seront également renforcés pour qu'une assistante sociale à temps plein, ou à temps partiel, soit présente par département. Dans le même temps, l'adaptation des effectifs à l'évolution des missions affectera l'équivalent d'un demi poste par an et par département. Ce plan, qui constitue la réponse urgente, nécessaire et cohérente du Gouvernement aux besoins d'adaptation de l'ONAC a été soumis, le 15 octobre dernier, au conseil d'administration qui représente toutes les composantes du monde combattant.

Par un vote à bulletins secrets, il a été approuvé par 83 % des suffrages. Les conditions sont désormais réunies pour donner un nouvel élan à l'ONAC et lui permettre de mieux répondre aux besoins du monde combattant.

Données clés

Auteur : M. Damien Alary
Circonscription : Gard (5e circonscription) - Socialiste
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 7530
Rubrique : Anciens combattants et victimes de guerre
Ministère interrogé : anciens combattants
Ministère attributaire : anciens combattants

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 2 décembre 2002, page 4535
Réponse publiée le : 27 janvier 2003, page 515